

PROJET DES CENTRES D'EXCELLENCE D'AFRIQUE

PROCÈS-VERBAL DE LA 12^e RÉUNION

DU COMITÉ DE PILOTAGE

DES CENTRES D'EXCELLENCE D'AFRIQUE

8 MAI 2018

Campus 2iE, Ouagadougou, Burkina Faso

MEMBRES PRÉSENTS

1. Professeur Ramané Kaboré (Président, Burkina Faso)
2. Mme Bénédicte Houetchenou (Bénin)
3. Dr Henry Nkoto (Cameroun)
4. M. Yaya Sireh Jallow (Gambie)
5. Dr Joshua Atah (Nigeria)
6. Prof. Mohammed Salifu (Ghana)
7. Prof. Aminata Sall Diallo (Sénégal)
8. Prof. Zasseli Biaka (Côte d'Ivoire)
9. Prof. Messanvi Gbeassor (Togo)
10. Prof. Zasseli Biaka (Côte d'Ivoire)
11. Dr Emmanuel Barry (UEMOA)
12. Commissaire Leopoldo Amado (CEDEAO)
13. Dr Didier Acouetey (Secteur privé)

MEMBRES ABSENTS

1. Prof. Tewfik Nawar (Expert Santé)
2. Dr Irene Annor-Frempong (Expert Agriculture)

EN PRÉSENCE DES REPRÉSENTANTS DE LA BANQUE MONDIALE, DE L'AUA ET AUTRES

1. M. Andreas Blom (Chef d'équipe du projet CEA, Économiste principal, Banque Mondiale)
2. Mme Himdat Bayusuf (Chef de projet CEA adjointe, Spécialiste en éducation, Banque Mondiale)
3. Dr Ekua Bentil (Spécialiste en éducation, Banque Mondiale)
4. Dr Moustapha Lo (Spécialiste en éducation, Banque Mondiale, Sénégal)
5. Dr Adama Ouedraogo (Spécialiste en éducation, Banque Mondiale, Burkina Faso)
6. Dr Vincent Perrot (Spécialiste en éducation, Banque Mondiale, Cameroun)
7. Dr Hyacinth Gbaye (Spécialiste en éducation, Banque Mondiale, Bénin)
8. Mme Eunice Ackwerh (Spécialiste en éducation, Banque Mondiale, Ghana)
9. Mme Pamela Mulet (Spécialiste en éducation, Banque Mondiale, Togo)
10. Mme M'Bahly Maud-Andree Kouadio IV (Banque Mondiale, Nigeria)
11. M. Graham Harrison (Banque Mondiale)

12. Prof. Etienne Éhilé (Secrétaire général, AUA)
13. Prof. Jonathan Mba (Coordinateur du Projet CEA , AUA)
14. Mme Nodumo Dhlamini (Directeur Technologies de l'information et Management de la connaissance, AUA)
15. M. Maxwell Amo-Hoyte (Directeur financier, AUA)
16. Mme Adeline Addy (Responsable Suivi et Évaluation, AUA)
17. M. Abednego Corletey (Spécialiste Approvisionnements/Technologies de l'information, AUA)
18. Mme Gabrielle Hansen (Responsable de projet adjointe, AUA)

Experts

1. Prof. Michelle Niescierenko (Expert Santé)
2. Prof. Raphael Wahome (Expert Agriculture)
3. Dr Carl Larsen (Expert Agriculture)
4. Prof. Godwin Ekhaguere (Expert STEM)
5. Prof. Abubakar Akpa (Expert Agriculture)

CEA Impact (CEA III)

6. Dr Ousman Mahamadou (Niger)
7. Dr Valérie Tehio (Agence française de développement – AFD)

INTRODUCTION

1. La douzième réunion du Comité de pilotage du Projet de CEA s'est tenue le 8 mai 2018 sur le campus de l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE) à Ouagadougou, au Burkina Faso. 2iE abrite le Centre d'Excellence d'Afrique de Recherche et de Formation en Sciences et Technologies de l'eau, l'Energie et l'Environnement en Afrique de l'Ouest et du Centre. L'ordre du jour de la réunion comprenait : *Examen du procès-verbal du précédent Comité de pilotage ; Progression du projet ; Activités de l'Unité Régionale de Facilitation (URF) ; Restructuration du projet ; Point des activités par pays ; Prochaines étapes*. Le Comité de pilotage était entièrement représenté.

OUVERTURE

2. La réunion s'ouvre par des remarques de bienvenue du Président de séance, de la Banque Mondiale et de l'AUA. Le professeur Ramané Kaboré, Président de séance et membre du Comité de pilotage du Projet, représentant du Burkina Faso, accueille chaleureusement tous les membres présents, en notant que c'est un honneur d'accueillir la 12^{ème} édition des réunions du Comité de pilotage du Projet CEA et le 9^{ème} atelier, et souhaite à tous de fructueuses délibérations.

Pour sa part, le professeur Éhilé, Secrétaire général de l'AUA, souhaite également la bienvenue à tous les membres, au nom de l'Unité Régionale de Facilitation (URF). Il relève que depuis la dernière réunion, le projet a atteint plusieurs jalons et introduit quelques innovations, dont la première édition du *Salon de l'Enseignement supérieur*, organisée le 7 mai 2018. Il indique que compte tenu de l'issue prochaine du projet, il convient de mettre l'accent sur les questions de durabilité. Le professeur Éhilé dit espérer que les discussions sur le lancement de CEA III (ou CEA Impact), qui ont démarré quelque temps auparavant, soient finalisées à la présente rencontre.

Le professeur Leopoldo Amado, nouveau Commissaire de la CEDEAO en charge de l'Éducation, de la Science et de la Culture, observe qu'il s'agit de sa première participation au Comité de pilotage du Projet, car il vient d'entrer en fonction. Il exprime tout son intérêt à l'égard du Projet, et espère que les délibérations de la présente réunion l'aideront à mieux comprendre celui-ci.

Au nom de la Banque Mondiale, Andreas Bloom, chef d'équipe pour le Projet de CEA, exprime sa reconnaissance au 2iE qui accueille la réunion et l'atelier à venir, en soulignant que pour la première fois, de tels événements annuels sont organisés au sein d'une institution CEA. Il espère que les résultats du premier Salon de l'Enseignement supérieur auront beaucoup d'impact et seront largement disséminés. M. Bloom souligne les réalisations majeures du Projet, et notamment l'inscription de 1600 étudiants au Doctorat.

EXAMEN DU PROCÈS-VERBAL DE LA 11^{ème} RÉUNION

3. Concernant le procès-verbal de la 11^{ème} réunion du Comité de pilotage du Projet, tenue à Accra, Ghana (novembre 2017), des ont été exprimées concernant la clarté de la version française. Des membres ont demandé qu'à l'avenir, les traductions soient plus élaborées pour refléter

véritablement la version anglaise. L'URF a fait remarquer que de nouvelles dispositions ont été prises en utilisant les services d'un traducteur de France double de l'édition du Secrétaire général, lui aussi francophone. En complément, l'URF a demandé aux membres de suggérer, si possible, des traducteurs plus compétents afin de garantir des traductions de meilleure qualité. Des membres francophones, en particulier les professeurs Aminata Diallo et Biaka, se sont engagés à réviser et corriger les versions françaises des futures traductions. Il est proposé de disposer également du procès-verbal en portugais, mais l'URF a expliqué que pour l'instant, les pays participant au Projet sont soit anglophones, soit francophones.

4. Dans les rapports par pays, il est observé qu'il n'est fait aucune mention de la Côte d'Ivoire. Le professeur Salifu (Ghana) se souvient toutefois qu'à la précédente réunion, le Président avait sollicité des rapports de pays ayant des problèmes particuliers, ce qui explique pourquoi tous n'aient pas été représentés. Sous réserve d'une révision en profondeur de la version française, le procès-verbal est adopté comme conforme aux délibérations de la 11^{ème} réunion du Comité de pilotage du Projet. La motion d'adoption est proposée par le représentant du Togo et appuyée par son homologue du Sénégal.

Conduite des réunions du Comité de pilotage du Projet

5. Le professeur Aminata Sall Diallo, représentante du Sénégal, se dit préoccupée par le fait que le compte rendu de la réunion précédente ait été narratif et ne comporte pas d'analyse ni de référence claire aux décisions prises. Elle a également évoqué le mandat du Comité de pilotage et la conduite de la réunion, soulignant que les termes de référence dudit Comité, tels que définis dans le *Manuel de procédure du Projet*, devraient être strictement respectés ainsi que la composition du Comité. Dans ce contexte, le rôle des participants à la réunion devrait être clarifié, en indiquant qui dispose du vote et qui est observateur. Sur les procédures de réunion, le professeur Diallo note qu'à chaque séance, l'ordre du jour de la réunion devrait être présenté pour approbation avant le début des délibérations et devrait systématiquement inclure un examen des sujets découlant de la réunion précédente. En outre, les décisions et résolutions devraient être clairement énoncées dans les procès-verbaux afin de faciliter le suivi et l'examen lors des réunions suivantes. Elle observe aussi qu'il manque une section concernant CEA III sur l'actuel ordre du jour, mais il est précisé que la discussion à ce sujet sera abordée lors d'une réunion distincte. Il est par ailleurs souligné que le Comité de pilotage constitue le seul organe de décision dans le cadre du Projet.

Décisions:

- **L'ordre du jour des réunions du Comité de pilotage du Projet devrait être soumis à l'approbation du Comité, au moins une semaine avant les délibérations**
- **L'ordre du jour des réunions du Comité de pilotage du Projet devrait toujours comporter les « relevés des décisions » lors de la réunion précédente**
- **Le procès-verbal des réunions du Comité de pilotage du Projet devrait souligner clairement les décisions**

LE POINT SUR LE PROJET

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS

6. Le point sur le projet met en exergue les principales activités, y compris l'approbation des plans de mise en œuvre et d'approvisionnement ; les vérifications des suivi-évaluations / résultats ; les missions de supervision ; les réunions des Comités nationaux d'examen et d'autres activités de la Banque Mondiale et de l'URF. Les visites de sites ont été menées dans 10 centres, pendant que la mission au CEA-SAMEF (Sénégal) était différée en raison de l'indisponibilité d'un expert de la thématique concernée. L'AUA est également félicitée pour l'introduction d'une newsletter mensuelle consacrée au projet. La Banque présente ses excuses pour le retard dans l'approbation de quelques plans d'approvisionnement et s'engage à accélérer le travail dans ce domaine. Pour l'essentiel, toutes les activités de support du projet se sont déroulées comme prévu.

7. SUIVI & ÉVALUATION ET VÉRIFICATION DES RÉSULTATS

8. Dans le cadre du Suivi et Evaluation, à la suite des commentaires des centres, une nouvelle méthodologie de vérification des étudiants des programmes de courte durée a été introduite, et la vérification des inscriptions des étudiants et des résultats des stages a été achevée. La vérification des résultats de recherche est en cours, et celle de l'environnement d'enseignement (DLR 2.8) s'est terminée à temps en janvier et avril 2018. La vérification des résultats des étudiants (ILD 2.1) a également été lancée à temps et les résultats préliminaires communiqués aux CEA avant l'atelier CEA, comme convenu.

9. Les questions soulevées au cours des discussions concernaient les retards dans l'émission des lettres de vérification, et par rapport à l'existence éventuelle d'un cycle spécifique pour l'exercice de vérification. L'URF a expliqué qu'il y a différentes méthodes de vérification pour les différents ILD. Toutefois, des efforts réguliers et fructueux ont été effectués afin de partager les actions de vérification pour chaque ILD, six mois à l'avance. Cela a donné lieu à l'émission des lettres de vérification et leur paiement. Cependant, il est noté que nous devrions sans cesse améliorer les taux de réponse pour les ILD "faciles". Concernant les difficultés, l'incapacité de rendre compte des résultats obtenus constitue parfois un autre écueil qui retarde les décaissements. Par rapport aux écarts entre les résultats déclarés par les centres et ce qui est décaissé, il est précisé que certaines règles s'appliquent à la détermination des montants des décaissements. La Banque Mondiale s'est néanmoins révélée très flexible dans l'application des règles, particulièrement pour ce qui concerne les étudiants admissibles aux programmes de courte durée, pour lesquels une fois que 20% des étudiants sont vérifiés, un centre est payé pour tous les étudiants déclarés, étant donné que les autres conditions sont remplies¹.

Le Comité recommande que le traitement des vérifications soit accéléré afin d'éviter les problèmes de trésorerie dans les différents centres.

RÉUNIONS DE REVUE PAR PAYS

1 Toutefois, la règle régionale s'appliquerait toujours

10. Des réunions des Comités nationaux de revue se sont tenues en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigeria. La Banque Mondiale félicite les pays qui les ont organisées, en soulignant que cette activité est cruciale pour examiner les performances des centres, et que de nombreux progrès ont généralement été enregistrés après ces événements.

11. DÉCISIONS

- **Une réunion nationale de revue à organiser avant novembre 2018**
- **Accélérer les résultats de vérifications des gains réalisés lors des exercices de vérification d'avril et mai 2018**

PROGRESSION DU PROJET (Y COMPRIS LES RÉSULTATS)

12. Les rapports sur la performance du projet montrent une tendance à la hausse pour tous les indicateurs liés aux décaissements, la plupart excédant les objectifs de fin de projet. Concernant la vérification des résultats liés aux décaissements, globalement, les centres ont dans l'ensemble gagné 50% des DTS maximum à atteindre. Les domaines concernés où les centres doivent déployer davantage d'efforts pour augmenter leurs gains comprennent : *les stages ; l'accréditation internationale ; les ressources externes ; la gestion fiduciaire ; l'environnement d'apprentissage et l'approvisionnement.*

13. Le Comité a mis l'accent sur la présentation des données désagrégées pour permettre une analyse plus détaillée de la performance par centre. Sur la génération de ressources externes, il est relevé que certains centres ne peuvent pas générer de fonds, et risquent de fermer à l'issue du financement de la Banque Mondiale dans deux ans. Cela éclairerait les mesures correctives à prendre. L'AUA a fait remarquer que les objectifs ont été fixés par les CEA eux-mêmes, et qu'en outre, certains centres étaient déjà bien établis avant le Projet CEA et disposaient en conséquence d'une expérience en matière de mobilisation de ressources.

ÉTAT D'AVANCEMENT DES DÉCAISSEMENTS ET DE L'UTILISATION DES FONDS

14. Pour l'ensemble du projet, le taux des décaissements se situe à 54% et devrait atteindre 60% au 30 juin 2018. Concernant l'utilisation des fonds décaissés, il est nécessaire d'accélérer les dépenses de chaque centre, afin qu'il puisse en utiliser la totalité avant la clôture du projet.

15. La performance du CEA-CETIC (Cameroun) suscite de sérieuses inquiétudes. Le centre a connu des changements de direction et est l'un des centres à subir une réduction de fonds en raison des retards initiaux de mise en œuvre. Compte tenu du récent changement à la direction du centre, et des plans du comité national de revue pour examiner la gestion, on s'attend à un rebond. L'URF a expliqué que les difficultés sont habituellement examinées par les experts thématiques lors des missions de supervision. Ce centre, en particulier, a été visité tous les six mois durant les trois dernières années, les dernières visites consistant en une supervision pilotée par la Banque Mondiale en janvier 2018. Ainsi, les missions de supervision d'avril 2018 réalisées

dans 10 CEA n'ont pas inclus le CETIC, qui devait se concentrer sur la mise en œuvre des recommandations. Les nouvelles modalités de gestion du projet ont été mises en place suite aux de ces missions. Des discussions ont également été menées au niveau ministériel pour résoudre les difficultés particulières du CEA camerounais. De plus, un plan de travail révisé a été approuvé, et l'on s'attend à ce que le centre progresse dans la mise en œuvre de son projet.

16. D'une manière générale, les membres du Comité ont avisé que les centres peu performants puissent bénéficier d'une attention particulière de la part de la Banque Mondiale et de l'AUA, afin de déterminer leurs difficultés spécifiques et en rendre compte au Comité de pilotage du Projet. Il est suggéré qu'en raison de leurs faibles performances, ces centres ne devraient pas bénéficier du financement de CEA III ou *CEA Impact*. En réponse, le Comité s'est inquiété de l'éventualité qu'une médiocre performance d'un centre du projet puisse discréditer les autres, ce qui aurait des implications sur la crédibilité de l'ensemble du projet. Les membres ont proposé que durant CEA III, les institutions ne soient labellisées "*Centres d'Excellence*" que si leur performance est avérée au cours des deux premières années. Il est proposé de réviser le *Manuel de procédure du Projet* pour traiter des sanctions et mesures correctives à l'égard des centres peu performants. Il a même été préconisé d'adopter la pratique de l'UEMOA, qui prévoit le retrait du label « *Centre d'excellence* », si après les deux premières années, un centre échoue à l'évaluation externe. Dans ce système, un centre est désigné soit par « *Centre d'excellence* », soit par « *institution améliorée* ». Concernant la possibilité d'abroger le contrat avec le Cameroun, la Banque Mondiale prévient que dans la mesure où la convention de financement est établie avec l'État et non avec l'institution, le Comité ne peut exercer de tels pouvoirs. La réduction de 2,5 millions de dollars des fonds du CEA-CETIC est déjà en cours, parce que des dispositions adéquates figurent dans la convention de financement. La convention ne prévoit cependant pas l'abrogation des contrats, et même si c'était le cas, l'avenir de plus de 300 étudiants du centre serait en jeu. Il observe que le Cameroun n'a pas participé aux précédentes réunions du Comité, mais se félicite de sa représentation au Comité de pilotage de mai 2018.

17. Dans sa réponse, le représentant du Cameroun, Docteur Henry Nkoto, a rassuré les participants que des mesures ont été prises à tous les niveaux afin d'assurer le fonctionnement du projet. Le Comité a accepté sa proposition de communiquer par écrit au gouvernement du Cameroun les préoccupations concernant le projet. La Banque Mondiale est chargée de rédiger le courrier au nom du Comité.

DÉCISIONS:

- **La Banque Mondiale doit adresser un courrier au Gouvernement du Cameroun concernant la performance du CEA-CETIC et en rendre compte au Comité de pilotage du Projet dans un délai de deux mois.**
- **Les prochaines visites de supervision sur site cibleront les CEA peu performants, afin de garantir qu'un soutien adéquat leur est apporté.**

18. COMMENTAIRES DU COMITÉ DE PILOTAGE SUR L'EVOLUTION DU PROJET ET LES PRÉSENTATIONS DE MISES À JOUR

19. Analyse approfondie par centre. L'URF a précisé que si le rapport d'avancement couvre la période de janvier à décembre 2017, l'information sur les fonds obtenus prend également en compte les réalisations de la période allant de janvier à mars 2018. Pour ce qui concerne les centres peu performants, il est proposé que la Banque Mondiale et l'AUA rédigent un document sur les résultats ventilés par centre, en insistant sur les domaines qui posent problèmes, pendant que les Comités nationaux de revue émettent des propositions de mesures correctives au Comité de pilotage.

20. Amélioration des partenariats. Il est suggéré que les centres envisagent le recours à des consultants pour piloter et maximiser les retours sur les partenariats (développement de programmes et organisation de stages avec les entreprises).

21. Publications de recherche. Bien que la performance en matière de publications de recherche ait été jugée louable, les membres ont souligné la nécessité d'évaluer la valeur et l'impact des productions et d'évaluer comment celles-ci ont pu influencer sur les politiques. Cela devrait aller au-delà de la pratique actuelle visant à déterminer leur pertinence par rapport aux objectifs de chaque projet.

22. Mise en œuvre des plans des CEA. Le Comité a chargé les centres de fournir des projections réalistes de ce qu'ils peuvent mettre en œuvre au cours des derniers dix-huit mois du projet. Les membres alertent sur le caractère éventuellement trop prescriptif de la demande, et notent que la responsabilité de s'assurer qu'ils atteignent les objectifs fixés devrait incomber aux centres. Lorsque ce n'est pas possible, les centres concernés pourraient solliciter une assistance spécifique.

23. Supervision des doctorants. Des questions sont soulevées au sujet de la supervision des étudiants de doctorat, et du fait de savoir si le projet a tenté de garantir la qualité des diplômés. L'URF a expliqué que les centres sont au sein d'universités qui ont des structures en place pour s'assurer qu'ils répondent aux normes minimales. Les exigences du projet en matière d'accréditations, internationale et autres, garantissent aussi la qualité. Les membres notent avec inquiétude que les particularités de l'Afrique n'ont pas été envisagées dans l'élaboration des indicateurs du projet. En matière de relations avec l'industrie, il est observé que dans le domaine de la santé, l'absence de multinationales effectuant localement des recherches pose un énorme problème. Il est nécessaire de contextualiser et de personnaliser les livrables des CEA sur la base de l'environnement réel, et les membres espèrent que ce sera fait dans le cadre de CEA Impact.

24. Accréditation internationale. En matière d'accréditation internationale, des préoccupations sont soulevées à propos des coûts induits et de la réticence de quelques organismes d'accréditation à visiter les centres dans certaines zones du Nigeria pour des raisons de sécurité. Les membres avancent que les organismes nationaux d'accréditation pourraient être renforcés de sorte à pouvoir accréditer les centres. L'URF et la Banque Mondiale soulignent cependant la nécessité d'une accréditation internationale, afin que les centres puissent être au même niveau que leurs homologues étrangers au regard de la qualité des programmes. On fait valoir que dans les pays développés, l'accréditation est obligatoire et les normes sont générales et

fondamentales, alors qu'en Afrique, peu d'institutions disposent de méthodes pour évaluer la compétence de l'enseignement et d'autres critères d'excellence. En dépit de son coût élevé, l'accréditation internationale en vaut toujours la peine et a encouragé les centres à apporter des améliorations. Le Comité a accepté que l'accréditation se poursuive, mais appelle au renforcement des organismes nationaux d'accréditation.

25.

DÉCISIONS:

- **L'AUA, en collaboration avec la Banque Mondiale, devra fournir une analyse de la performance de chaque centre, y compris la génération de revenus externes ;**
- **Le Comité recommande que les rapports ultérieurs sur l'état d'avancement donnent des informations complémentaires sur les caractéristiques des centres à haute performance et les difficultés spécifiques des centres à faible performance ;**
- **Les Comités nationaux de revue de chaque pays devraient évaluer la performance de leurs CEA respectifs et relever le soutien spécifique nécessaire pour élaborer des stratégies de génération de ressources**

RESTRUCTURATION (Y COMPRIS RÉAFFECTATION DE FONDS / REFINANCEMENT)

26. La Banque Mondiale a indiqué que des accords de refinancement ont été discutés et conclus pour le Cameroun (CEA-CETIC), le Nigeria (CEHRI et CEADSE) et le Sénégal (CEA-SAMEF). Le traitement et l'approbation de ces réaffectations sont en cours et devraient s'achever en lien avec l'extension du projet, d'ici le 30 juin 2018.

27. Concernant la restructuration, la Banque Mondiale a annoncé avoir reçu toutes les demandes des centres concernés, et que les réaffectations ont été finalisées pour le Cameroun, le Nigeria et le Sénégal. Le travail de traitement juridique devrait prendre fin sous peu.

RAPPORT DES EXPERTS THÉMATIQUES

28. Les experts ont fait remarquer qu'en général, il existe des raisons spécifiques expliquant la performance de chaque centre. Des questions sont soulevées au sujet des écarts entre les résultats déclarés et les paiements correspondants, et il est noté qu'en dépit des améliorations du processus et des calendriers de vérification, il est encore nécessaire de traiter certains résultats de la vérification des étudiants. Il est souligné que dans l'évaluation de la performance, on devrait faire une distinction entre les centres préexistants et ceux nouvellement établis (partis de zéro). En matière de génération de revenus, on observe que la majorité des centres sont loin d'atteindre leurs objectifs. Les centres les plus performants comprennent ceux qui étaient déjà établis avant le démarrage du projet. Les experts ont relevé qu'il est important de définir la durabilité et ont proposé de mettre l'accent sur la capacité du centre à maintenir les programmes initiés dans le cadre du projet, à mener des recherches pertinentes et à entretenir un fort rayonnement. Il est aussi noté que malgré la nécessité des missions de supervision, certains défis ne sont pas toujours faciles à identifier ou à résoudre par les experts. Souvent, les actions du gouvernement et / ou de la Banque mondiale sont indispensables pour résoudre les problèmes qui surgissent. Les experts ont aussi observé que les problèmes liés aux heures supplémentaires et

les agitations découlant du processus de motivation du personnel se sont atténués. Toutefois, les *Institutions partenaires* ont récemment exprimé leur préoccupation quant à leur visibilité dans le projet.

29.. Les experts ont fait observer que les centres ont besoin de temps pour comprendre le concept de financement axé sur les résultats, et qu'il leur faudrait aussi du temps pour déterminer ce qu'il faudrait faire pour gérer les centres de façon autonome, sans le soutien actuel de la Banque Mondiale, de l'AUA, du Comité de pilotage et des experts. Ils ont souligné la nécessité pour les personnels de consacrer un minimum de temps à la gestion des projets. En outre, ils ont relevé que l'engagement des parties prenantes nationales est crucial pour une bonne performance des centres. Le Comité a suggéré d'examiner les critères de sélection des responsables de centres et ajouté par ailleurs que le choix d'un responsable extérieur à l'équipe qui a développé la proposition de projet pourrait nuire à son avancement.

RAPPORT FINANCIER

30. Le rapport financier comporte des rapports de rendement pour les périodes de janvier à décembre 2017 et de janvier à avril 2018, ainsi que des prévisions pour 2018-2019. Les fonds disponibles pour 2018 s'élèvent à 842 150 USD et comprennent des fonds de l'année ainsi que des fonds non décaissés de l'année précédente. Les dépenses pour la période de janvier à avril 2018 s'établissent à 234 000 USD, laissant des fonds pour le reste de l'année à hauteur de 608 314 USD. Le rapport de rendement pour la période de janvier à décembre 2017 établit les dépenses à 1 016 246 USD, pour un budget de 816 890 USD. L'excédent de dépenses de près de 200 000 USD est imputable aux frais généraux de l'AUA, aux missions de supervision, au renforcement de capacités dans les CEA, aux vérifications et aux réunions du Comité de pilotage du Projet.

Les projections pour 2018-2019 par rapport aux fonds disponibles font apparaître un déficit de 194 378 USD.

31. Des préoccupations sont exprimées au sujet du dépassement significatif des dépenses pour 2017. Il est expliqué que cela résulte de la nécessité d'intensifier certaines activités et d'opter pour des lieux de réunion plus onéreux, pour raisons de sécurité. Les dépassements ont été portés à la connaissance de la Banque Mondiale qui les a approuvés. La Banque Mondiale a appelé à des mesures de réduction des coûts, mais a noté que la vérification est cruciale, et que d'autres lignes budgétaires doivent être ciblées. Le temps du personnel est identifié comme le poste présentant le plus important dépassement et l'AUA est invitée à fournir des détails sur ce point, et à l'égard d'autres postes de dépenses.

32. Le Comité a souligné que les dépenses de l'année précédente devraient être certifiées avant la présentation du budget pour 2018. La pratique normale serait d'examiner le compte du projet pour valider que le budget approuvé a été respecté. Les comptes présentés devraient également avoir été vérifiés pour en garantir la sincérité. L'AUA confirme que des rapports vérifiés ont bien été présentés lors des réunions précédentes. Le compte courant a été vérifié par Ernst & Young, mais le rapport n'a pas encore été signé.

33. Concernant les prévisions pour 2018-2019, il est demandé à l'AUA de réviser le budget pour couvrir le second semestre 2018. Il convient de prévoir des dispositions pour les missions de supervision, la vérification par Technopolis et le prochain atelier. À propos du déficit, la Banque Mondiale mentionne l'exploration de la possibilité de financer certains aspects de la facilitation régionale à partir du budget de CEA III. Il est convenu qu'à l'avenir, l'approbation de tout dépassement au-delà des seuils convenus devrait être demandée au Comité ; le rapport d'audit pour 2017, une fois prêt, devrait être partagé avec le Comité de pilotage du Projet et le bureau local de la Banque Mondiale ; le budget devrait être soumis annuellement. En l'absence d'un rapport vérifié, le Comité déclare qu'il ne peut certifier les comptes présentés.

Décisions / Résolutions:

- L'AUA devra partager le rapport d'audit du projet dès son approbation, prévue pour le 1^{er} juillet 2018
- L'AUA devra soumettre un budget révisé pour discussion avec le Comité de pilotage du Projet et la Banque Mondiale
- Aucune dépense ne sera entreprise après le 1^{er} juillet 2018 sans l'approbation du budget

PROCHAINES ÉTAPES

34. Il est convenu de reporter la réunion de projet et l'atelier de novembre à février 2019. Le prochain atelier se tiendra à Djibouti et comprendra des discussions sur CEA Impact.

35. Les supervisions au niveau des pays seraient entreprises en coordination avec les supervisions de sites de l'AUA. Ces actions devraient avoir lieu entre octobre et décembre 2018.

Action	Date	Responsable
Soutien approprié au pilotage et à la supervision du projet en temps opportun		
Webex du projet CEA	10 juillet 2018 et 20 septembre 2018	AUA / BM
Réunion du Comité de pilotage en coordination avec le projet CEA Impact	Novembre 2018	AUA / BM / Membres du Comité de pilotage
Missions de supervision dans 9 CEA sélectionnés	Octobre et novembre 2018	AUA / BM / Points focaux des pays

Au moins une réunion du Comité national d'examen de chaque pays	Octobre 2018	Points focaux des pays
S&É et Vérification des résultats		
Vérification de la réalisation des jalons DLR 2.8	30 mai 2018	AUA / BM
Lettres de vérification des résultats à tous les centres pour les résultats relatifs aux étudiants (ILD 2.1-ILD 2.4), génération de revenus (ILD 2.7), infrastructures et équipement (ILD 2.8), Non-d'objection à la soumission des décaissements	5 juin 2018	AUA / BM
Délais de soumission pour les CEA		
Audits de la gestion financière et de la passation des marchés et preuve de la surveillance institutionnelle (pour les décaissements)	30 juin 2018	CEA
Rapport financier intermédiaire (d'étape) non audité pour le 2 ^{ème} semestre 2017	15 août 2018	CEA
Fin de l'acquisition d'équipements	30 avril 2019	CEA
Finalisation de l'extension et de la réaffectation des fonds du Projet		
Soumission des demandes de prolongation des Ministres des finances du Bénin, du Ghana et du Cameroun	30 mai 2018	Points focaux des pays
Approbation de la Banque Mondiale et traitement de la prolongation du Projet	30 juin 2018	BM
Ateliers conjoints : 11 ^{ème} atelier CEA et atelier CEA Impact, et réunion du Comité de pilotage du Projet, 18-22 février 2018 à	18-22 février 2019	AUA / BM

Djibouti		